

COMMENT JUSTIFIER UN ACCROISSEMENT SANS LIMITES DES INÉGALITÉS L'EXEMPLE D'UN THINK TANK LIBÉRAL

Par Jean Blairon

Dans son intervention au colloque Raisons d'agir-Loccumers Kreis organisé en 1999 en Allemagne, Pierre Bourdieu avait expliqué comment fonctionnait « l'imposition du modèle américain » et quels effets on pouvait craindre en la matière.

Il avait d'abord mis en lumière les trois postulats, rien moins que fondés, sur lesquels le modèle américain appuie sa légitimité.

- Le premier institue l'économie comme un domaine séparé, gouverné par des « lois naturelles » qu'un gouvernement ne doit pas contrarier.
- Le second énonce que le marché est le moyen optimal d'organiser la production et les échanges non seulement en termes d'efficacité, mais aussi d'équité.
- Le troisième avance que la *globalization* exige la réduction des dépenses publiques, notamment en termes de protection et de sécurité sociales, les assurances qu'elles donnent étant dysfonctionnelles.

A partir de là, peut se construire un modèle de société qui se caractérise par la faiblesse de l'Etat, non seulement en termes de sécurité (au bénéfice de la violence privée, malgré les drames à répétition que connaît le pays du fait de la libre détention des armes à feu), en matière économique (les biens publics sont commercialisés, les services publics remplacés par des firmes privées), mais aussi en matière sociale : le culte de l'individualisme conduit à considérer chacun comme un entrepreneur de lui-même et à abandonner à leur sort ceux que le marché rejette, puisqu'ils sont jugés coupables de leur situation d'échec par « défaut d'esprit d'entreprise ».

Pierre Bourdieu rappelle aussi les graves dysfonctionnements de la démocratie américaine : « taux d'abstention extrêmement élevés, le financement des partis, la dépendance à l'égard des médias et de l'argent, le rôle démesuré imparti au lobbying, etc. »¹

Parmi les effets que l'on peut constater, nous pouvons pointer le choix politique qui consiste à « faire de l'insécurité sociale un principe positif d'organisation collective »², au nom de la « stimulation », de la « responsabilisation » des individus qu'il convient, on l'aura reconnu, d'activer, notamment par des menaces et des sanctions.

Pierre Bourdieu se pose la question de savoir comment un tel modèle peut se répandre. A côté des contraintes et pressions économiques en tant que telles (marchés, multinationales...), il dénonce l'action des Think tanks, des « experts » et des journalistes « soumis aux forces économiques et politiques dominantes » : « Ces agents et ces institutions inculquent les nouvelles catégories de pensée en s'appuyant sur des ressorts divers, paresse et passivité d'esprit, scientisme, snobisme (paradoxal) ou, tout simplement, conservatisme, et cela avec la complicité des Européens eux-mêmes, dans une

1 P. Bourdieu, « L'imposition du modèle américain et ses effets », *Contre-feux 2, Pour un mouvement social européen*, Paris, raisons d'agir, 2001, p. 28.

2 P. Bourdieu, *op.cit.* , p. 30.

logique qui n'est pas sans rappeler celle de la *colonisation*. »³

Ce rappel nous a semblé nécessaire pour contextualiser et comprendre l'intervention récente de Gaspard Koenig, invité par la RTBF à *Matin Première* ; l'auteur est notamment le fondateur d'un think tank libéral « GénérationLibre » qui illustre parfaitement les fonctionnements critiqués par Pierre Bourdieu et notamment la promotion du modèle américain :

« Les Etats Unis qui sont un peu toujours en avance sur nous du point de vue sociétal, sont déjà, se posent des questions sur la montée très très forte du free lancing où on estime à d'ici 2025 30% de free lancing dans la masse salariale. »⁴

L'auteur voit dans cette « évolution » un « principe positif d'organisation sociale » promettant une « nouvelle » forme de « réalisation de soi » sous les auspices du choix individuel « libéré » : l'individu doit pouvoir devenir maître de son temps et de son parcours de vie, grâce à une « modernisation » de la protection sociale et à l'instauration d'une « allocation universelle ».

« (...) je pense que chacun doit pouvoir être maître, encore une fois, de son temps, de son parcours de vie. S'il a envie par exemple de prendre sa retraite à 50 ans pendant 10 ans et de se remettre à travailler à 60 ans, il faut trouver un système pour que cela soit possible ; moi je trouve ça très humiliant... »

Bertrand Henne : *« Et celui qui n'a pas le choix, qui subit des conditions de vie difficiles, il va peut-être devoir travailler jusque 75 ans ? »*

Gaspard Koenig : *« Pas du tout. Encore une fois, il aura l'allocation universelle, il aura également son compte temps, il y aura des seuils. Encore une fois il faut s'organiser pour rendre cela possible. Mais moi je trouve très humiliant et très infantilisant que l'Etat se permette de dire aux gens, alors que nous sommes tous si différents (sic) comme individus « Et bien vous allez tous travailler jusque 65 – 75 » ou que sais-je. »*

L'allocation universelle constituera une forme de « protection » individualisée « responsabilisée » :

« Donc vous pouvez voir ce nouveau monde comme un précarisé généralisé où chacun travaille à la demande, vous pouvez aussi le voir (sic) comme une promesse d'autonomie extraordinaire où chacun sera maître de son propre temps. Et encore une fois, il faut concevoir les régulations adéquates pour que ce soit cette deuxième option qui l'emporte. Vous parliez de la retraite, et bien nous nous proposons par exemple pour remplacer les cotisations sociales, patronales et le système de retraite tel qu'il est conçu aujourd'hui et géré de manière centralisée – c'est ainsi que l'auteur requalifie la solidarité - , un compte social unique qui est une sorte de compte temps que vous abondez au cours de votre vie et que vous pouvez dépenser quand vous le voulez : si vous voulez prendre un congé sabbatique. »

Les propositions « modernisatrices » de ce think tank nous paraissent devoir faire l'objet d'un recul réflexif et critique, les « progrès » qu'elles énoncent risquent en effet de masquer et donc de rendre possible une énorme remontée des inégalités.

LA CITÉ PAR PROJETS

Il est difficile de ne pas voir dans les descriptions qui sont faites de cette vie « libre » le modèle de justification du « nouvel esprit du capitalisme » mis au jour par L. Boltanski et E. Chiapello ; ce

³ *Idem*, p. 31.

⁴ Gaspard Koenig interviewé par Bertrand Henne sur *La Première*, vendredi 18 mars 2016, https://www.rtb.be/video/detail_l-acteur-en-direct?id=2093181.

« nouvel esprit » met au cœur de son projet « l'activité ».

Au nom du sens défini par l'individu seul et des choix qu'il doit être en mesure d'opérer (grâce à son « extraordinaire autonomie »), nous entrerions dans une nouvelle forme de société où il s'agirait d'être connecté en permanence, toujours sur le départ d'un nouveau projet, sans attache ni ancrage, seulement mû par la recherche de nouvelles connexions aussi fécondes qu'éphémères.

« La vie est conçue comme une *succession* de projets, d'autant plus valables qu'ils sont différents les uns des autres. (...) Ce qui importe, c'est de développer de l'activité, c'est-à-dire de n'être jamais à cours de projet, à cours d'idée, d'avoir toujours quelque chose en vue, en préparation, avec d'autres personnes que la volonté de faire quelque chose conduit à rencontrer. »

Ces projets sont acceptés par l'individu actif comme transitoires, ce qui lui permettrait de les choisir ou de les refuser sur base volontaire, en s'appuyant sur l'espoir de leur renouvellement :

« (...) la connaissance de la fin [du projet] s'accompagne de l'espérance qu'un projet nouveau succédera à celui qui s'achève, qu'il est déjà en gestation dans le tissu des liens établis dans le présent, même si on ignore la forme qu'il prendra, si bien que la tension entre l'engagement exigé [dans un projet que l'on sait pourtant éphémère] et l'issue annoncée se présente comme surmontable. »⁵

Le triomphe de la liberté annoncé par le fondateur de « GénérationLibre » fait cependant l'impasse, comme le nouvel esprit du capitalisme, sur trois inégalités cachées.

La première est que la vie des hyper-mobiles qui nous est décrite cache le fait que la mobilité des uns n'est rendue possible que parce que d'autres n'y « sacrifient » pas : les liens doivent être entretenus pour qu'un rebond soit possible et ce sont précisément les moins mobiles qui assurent cet entretien (comme « doublures » sur place des mobiles) ; cette « présence » est la condition de l'attractivité qui profite aux mobiles :

« S'il est vrai que l'immobilité des uns est la condition des profits que d'autres tirent de leur aptitude à se déplacer et que la mobilité procure des profits sans commune mesure avec ce que peuvent espérer ceux qui demeurent sur place, alors on peut dire que les immobiles sont exploités par rapport aux mobiles, au sens où le rôle qu'ils jouent en tant que facteur de production n'est pas reconnu comme il le mériterait et où leur contribution à la formation de la valeur ajoutée n'est pas rémunérée au niveau où elle devrait l'être pour que le partage puisse être dit équitable. »⁶

La seconde forme d'inégalité concerne le fait que tous ceux qui participent à un projet n'en retirent pas d'office les bénéfices symboliques : il est des plus fréquent que la notoriété que procure un projet réussi soit accaparée par quelques-uns (voire un seul), qui sont les plus visibles. « L'espérance d'un projet nouveau » n'est pas d'office également répartie entre tous les participants à un projet provisoire et profitable.

Enfin, et c'est le plus grave, la liberté d'un tel monde connexionniste n'est effective que pour ceux qui possèdent un capital d'attractivité ; seuls peuvent être appelés dans de nouveaux projets ceux qui, par leur participation valorisée à des projets antérieurs, ont pu accroître leur capital d'attractivité. Il y a donc dans le monde connexionniste une forme d'accumulation primitive déniée et pourtant fatale. Il s'agit d'une accumulation immatérielle de notoriété qui équivaut à l'accumulation (matérielle) primitive dont Marx a établi le rôle pour le capitalisme : pour être capitaliste et accumuler du capital, il faut déjà en avoir (en l'occurrence l'avoir acquis par la force ou la violence).

5 L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, pp. 166-167.

6 *Idem*, p. 448.

Pour être désiré (et quémandé dans des projets), il faut déjà être désirable (et l'être devenu, comment ?). Cette troisième source d'inégalité exerce un effet de destin difficile à contrecarrer.

Si l'épreuve à réussir dans un monde de liberté individuelle est de pouvoir toujours passer d'un projet à l'autre, on comprend dès lors tout l'intérêt idéologique qu'il y a à masquer les inégalités qui la traversent sous une fiction de choix personnel : pour tous ceux pour qui la réussite est hors d'atteinte, il est utile de leur en attribuer la responsabilité pour pouvoir faire taire les critiques du modèle.

Prôner la liberté de choix sans les conditions de possibilité de celle-ci, c'est la réserver sans le dire à ceux pour qui ces conditions sont déjà précisément rencontrées alors même qu'elles sont occultées.

La « **régulation moderne** » que sera supposée constituer l'allocation universelle, loin de diminuer le problème, risque de le renforcer. Pour deux raisons.

Tout d'abord, le montant de cette « protection » pose question. Sera-t-il calculé par des « experts » complètement déconnectés des situations concrètes de misère et surtout assurés de ne jamais devoir être limités aux ressources qu'ils estiment suffisantes pour les autres ? Il n'est pas difficile de calculer « scientifiquement » de manière abstraite la somme supposée permettre de mener une vie digne dans une société donnée. Mais ces calculs ne tiennent jamais compte des possibilités concrètes : ce n'est pas parce qu'il est théoriquement possible d'acquérir un bien pour une somme x que la personne concrète pourra réellement l'acquérir tous les mois à ce prix ; ensuite, ce que les doctes experts en mathématiques déconnectées négligent toujours, c'est l'impact de la durée.

Par exemple, en décrétant savamment que le superflu est inutile, pensent-ils que cette affirmation (à laquelle rien ne les oblige, quant à eux, à se conformer...) est tenable dans la longue durée ?

Ensuite, il pourra être facilement reproché à ceux pour qui ces montants se révéleront ce qu'ils sont, c'est-à-dire une fiction, de ne pas avoir cherché à les compléter... puisqu'ils pouvaient « en faire le choix ». On aura simplement reporté la fiction du choix à un niveau où la culpabilisation de la personne défavorisée sera encore plus facile, puisqu'on aura au préalable plongé chacun dans un bain de liberté abstraite (« se contenter de l'allocation ou pas ») dont le caractère fictif aura été soigneusement gommé.

LA MODERNISATION « PROGRESSISTE »

Pour justifier les « nouvelles catégories de pensée », l'argument progressiste est essentiel, même lorsque ce que l'on propose impliquera une forte régression pour les moins favorisés.

Les propos de Gaspard Koenig incarnent ce que J.-P. Le Goff appelle « l'essoreuse à idées » : des ponctions sont opérées tous azimuts dans des répertoires politiques différents et l'ensemble déstructure les repères communs. Le « libéralisme de gauche » en est un exemple.

Bertrand Henne : « *Question difficile en 15 secondes. Qui est le vrai libéral aujourd'hui en France ? Qui incarne le libéralisme peut-être le plus proche du vôtre en France, s'il faut citer un nom dans la classe politique française Gaspard Koenig ?* »

Gaspard Koenig : « *Dans la classe politique française établie ce serait évidemment Emmanuel Macron.* »

Bertrand Henne : « *Il n'est pas à gauche alors ? Il n'est pas socialiste Emmanuel Macron ?* »

Gaspard Koenig : « *Mais vous savez, il y a une tradition du libéralisme de gauche. Je pense qu'à la révolution française, le libéralisme était un tout et qu'au 19ème siècle il s'est divisé en deux courants, à gauche il est passé par Proudhon, à droite il est passé par Guizot et par les orléanistes. Et Emmanuel Macron avait fait une grande interview en se revendiquant d'un libéralisme de gauche. Et ça ça existe, parce que le libéralisme est précisément ce qui permet*

d'atteindre la justice sociale, de lutter contre les rentes et d'intégrer les outsiders, les immigrés, etc. »

Il est ainsi facile de créer un ensemble factice en mobilisant des parties qui pourront représenter le tout envers et contre tout.

Observons comment Margaret Thatcher est « récupérée » dans le groupe « progressiste » :

« c'est une référence, alors pas forcément sur l'ensemble des politiques qu'elle a menées (sic) mais sur ses convictions intellectuelles et sur la détermination qu'elle a montrée et sur le fait qu'elle s'est imposée d'abord contre l'establishment de son propre parti. Il faut rappeler qu'elle était absolument détestée par les bourgeois conservateurs britanniques. »

De même que Milton Friedmann, qui a inspiré les politiques de régression sociale que l'on sait : pour avoir prôné l'allocation universelle dans son livre *Capitalisme et liberté* en 1972, il peut être vu comme le « progressiste » qui inspirera une « modernisation » de la progression sociale.

On peut aussi rejeter de l'ensemble un nom trop gênant en mobilisant à l'envers le même principe de la partie pour le tout : l'auteur procède ainsi pour contourner le nom de Reagan. Lorsqu'il affirme en effet, pour justifier son offensive de promotion du libéralisme, « *il y a une vraie ligne de penseurs libéraux qu'on a complètement oubliés.* », Bertrand Henne lui rétorque :

« En France. Mais si on regarde depuis les années 80 avec Margaret Thatcher, en Grande-Bretagne, le libéralisme Anglo-Saxon, avec Reagan aux Etats-Unis, etc., est-ce qu'il ne s'est pas imposé de facto un petit peu partout Gaspard Koenig ? »

Gaspard Koenig : *« D'abord Reagan est le premier responsable de la hausse des dépenses publiques, donc il est détesté par les libéraux américains. Ensuite on a eu effectivement cet épisode un peu friedmanien dans les années 80, qui n'est jamais qu'une version possible du libéralisme, mais tout reste à faire je pense. »*

Pour l'essoreuse à idées, ceux qui ne sont pas progressistes le sont quand même (M. Thatcher n'était-elle pas détestée par l'establishment ?) et les libéraux trop visiblement conservateurs ne sont pas vraiment libéraux (Reagan n'était-il pas détesté par les libéraux américains ?) : « tout reste à faire », mais dans quelle direction ?

Celle qu'indiquent les paradoxes soutenus par Gaspard Koenig ?

Pour l'auteur, nous l'avons vu, la protection est requalifiée en humiliation, le soutien représente un intolérable assistanat⁷, les normes expriment un autoritarisme aveugle, les droits constituent un facteur de blocage...

LA COMPLICITÉ DES DOMINÉS CULTURELS

De façon curieuse, cette offensive peut paraître séduisante à certains « progressistes ».

On retrouvera probablement dans ce groupe les partisans d'une allocation universelle qui paraissent moins préoccupés de la chiffrer que de la promouvoir, comme ceux qui prônent « la fin du travail » tout en possédant un, ainsi que les droits qui lui sont liés...

Dans son dernier ouvrage, Jean-Pierre Le Goff le réaffirme avec force :

7 A une exception près : celle du soutien... aux think tanks. Dans un article qui vante l'influence des think tanks aux Etats-Unis et se désole de leur peu d'écho en France, l'auteur n'hésite pas à avancer cet argument : « Pourquoi ? D'abord, faute de moyens. Les think tanks français **vivotent sur l'argent de l'Etat et sur celui du CAC 40**. Or la politique publique est l'affaire de tous. Pour que les think tanks français deviennent réellement autonomes, il faudrait que **chacun mette la main à la poche**. Les idées, contrairement à ce que croyait Platon, ne tombent pas du ciel. » (<https://www.generationlibre.eu/medias/presse/nos-tribunes/la-france-doit-se-donner-les-moyens-de-penser/>). C'est sans commentaire.

« La réalité quotidienne de ceux qui sont sans emploi est à l'inverse des utopies de la fin du travail : avec le chômage, le temps dit libre n'est pas un temps « libéré » mais, désarticulé du temps de travail, il devient un temps de désœuvrement et d'ennui. »⁸

L'auteur critique avec pertinence les nouvelles figures de l'individualisme démocratique :

« L'individualisme démocratique comporte une ambivalence qui lui est consubstantielle ; d'un côté, il est inséparable de l'idée d'émancipation et de liberté ; de l'autre, il est amené à s'isoler de ses semblables, à se désinvestir des affaires publiques et a tendance à se croire désaffilié et totalement indépendant. »⁹

La « tendance à se croire désaffilié », c'est-à-dire à auto-attribuer ses propres réussites à son seul mérite, à sa mobilité, à ses choix « audacieux » conduit à un aveuglement sur ceux qui sont réellement désaffiliés, qui ne sont pas, plus ou mal intégrés au monde du travail et sont soumis au risque d'isolement si ce n'est de stigmatisation.

La solution « bobo », pour parler comme J.-P. Le Goff aux inégalités qui grandissent est de prôner plus de désaffiliation pour plus d'individus, en s'illusionnant, d'une part, sur sa propre désaffiliation et, d'autre part, en requalifiant en liberté retrouvée la perte des protections sociales dont les plus faibles bénéficient encore.

Les positions réellement progressistes nous paraissent à l'inverse se caractériser par le refus constant de découpler les questions de liberté et les questions d'égalité **et inversement**, comme par la résistance aux sirènes trompeuses de la déstructuration, notamment du monde du travail et des droits que les conquêtes sociales ont réussi à y lier.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Comment justifier un accroissement sans limites des inégalités - L'exemple d'un think tank libéral », *Intermag.be*, [en ligne], Analyses et études RTA asbl, avril 2016, URL : www.intermag.be/556.

8 J.-P. Le Goff, *Malaise dans la démocratie*, Paris, Stock, 2016, p. 102.

9 J.-P. Le Goff, *op. cit.*, p. 25.